

## Les salariés français toujours parmi les plus imposés de l'OCDE

Une nouvelle étude confirme que la France affiche un niveau de cotisations sociales record.

LE MONDE ÉCONOMIE | 26.04.2018 à 11h00 | Par Marie Charrel (@mariecharrel)



A Lille, en 2014. PHILIPPE HUGUEN / AFP

Les Français paient-ils trop d'impôts ? Depuis janvier, leurs salaires sont en tout cas un peu moins taxés : la suppression progressive des cotisations salariales maladie et chômage, partiellement remplacées par une hausse de la CSG, est entrée en œuvre. Elle sera achevée en octobre. En attendant, la France est toujours l'un des pays où la fiscalité sur les ménages est élevée, comme le confirment les derniers chiffres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Publiée mercredi 25 avril et intitulée « Les Impôts sur les salaires 2018 », l'étude passe en revue une batterie d'indicateurs permettant de « comparer la situation des salariés au regard de l'impôt et des transferts sociaux » dans les 35 pays membres de l'Organisation, expliquent les auteurs. Le tableau est très hétérogène, selon les Etats, la composition des foyers et les systèmes fiscaux.

### Spécificités du modèle social français

**Lire aussi :** Les riches, grands gagnants des premières mesures de Macron, selon l'OFCE ([economie-francaise/article/2018/01/15/en-2018-la-politique-de-macron-avantagera-d-abord-les-ultra-riches\\_5241767\\_1656968.html](http://economie-francaise/article/2018/01/15/en-2018-la-politique-de-macron-avantagera-d-abord-les-ultra-riches_5241767_1656968.html))

L'OCDE prend ainsi le cas type d'un célibataire payé au salaire moyen dans son pays. Le taux moyen net d'imposition (impôt sur le revenu et cotisations sociales payées par le salarié, après déduction des prestations sociales perçues) dont il s'est acquitté en 2017 était ainsi de 40,5 % du salaire brut en Belgique, 39,9 % en Allemagne et 29,2 % en France, contre 25,5 % pour la moyenne des pays membres. Les taux les plus faibles ont été enregistrés au Mexique (11,2 %) et au Chili (7 %).

ANNONCE

#### Pressing Costume 2 pièces - Seulement 16€

Récupération et livraison gratuite à domicile dans Paris.  
Commandez maintenant !

CONSULTER



Le tableau est un peu différent si l'on prend aussi en compte les cotisations sociales versées par les employeurs, particulièrement élevées dans l'Hexagone. Le taux effectif d'imposition pour un célibataire au salaire moyen était alors de 47,6 % du coût du travail en France, toujours derrière la Belgique (53,7 %) et l'Allemagne (49,7 %). Paris passe en revanche en tête si l'on prend le cas d'un couple avec un seul salaire et deux enfants : le taux d'imposition était de 39,4 % en 2017, contre 38,3 % en Belgique et 34,5 % en Allemagne. Dans les deux cas, la pression fiscale a très légèrement baissé en France l'an passé, note l'étude.

### « Frein à l'embauche »

**Lire aussi :** Le coût d'un salarié européen varie de 1 à 10 ([economie/article/2018/04/10/le-coût-d-un-salarié-européen-varie-de-1-a-10\\_5283255\\_3234.html](http://economie/article/2018/04/10/le-coût-d-un-salarié-européen-varie-de-1-a-10_5283255_3234.html))

Celle-ci a surtout pour mérite de mettre en lumière les spécificités de notre modèle social. « Le financement de notre protection sociale repose essentiellement sur des cotisations sociales élevées, notamment celles versées par l'employeur, alors que dans d'autres pays, comme le Danemark, il dépend de l'impôt », rappelle François Ecalte, ancien conseiller maître de la Cour des comptes, fondateur du site d'analyse des finances publiques Fipeco. Dans le cas du célibataire moyen, les cotisations sociales payées par l'employeur sont ainsi quasi nulles au Danemark, mais l'impôt sur le revenu s'élève à 35,8 % du coût de la main-d'œuvre. En France, les premières sont de 26 %, et le second, de 11 %.

« Le point faible du modèle tricolore est néanmoins que les cotisations employeurs élevées peuvent constituer un frein à l'embauche », remarque M. Ecale. Tout en soulignant qu'il convient également de comparer ces prélèvements à la couverture sociale offerte par les différents Etats. Selon les chiffres publiés par Eurostat, lundi 23 avril, le total net des cotisations sociales tricolores s'élevait ainsi à 18,9 % du produit intérieur brut (PIB) en 2017, soit le taux plus élevé de l'Union européenne, contre 16,8 % en Allemagne et 0,9 % Danemark. Mais le niveau de prestations sociales offert par la France est également le plus généreux, à 25,9 % du PIB, contre 24 % en Allemagne et 17,9 % au Danemark.